

## **Rapport création DU “Showrunner”**

**04 Janvier 2021**

**Rapporteur n°2**

**Avis global : favorable**

Suite au rapport défavorable établi pour le CAC du 10 Mars 2020 (cf. ci-dessous), en raison notamment du manque de clarté de l’annexe financière (en particulier les prestations fournies par les intervenants de l’INA, dont la convention n’était pas jointe au dossier, et les incohérences dans les heures maquettées) et du flou de certains points (MCC, public visé, équilibre entre EC et intervenants extérieurs), les porteurs du projet ont apporté les précisions et éclaircissements nécessaires. J’émet donc désormais un avis favorable à l’ouverture de ce DU.

---

## **Rapport création DU “Showrunner”**

**CAC 10 Mars 2020**

**Rapporteur : Guilhem Lecouteux**

**Avis global : défavorable**

### **1) Présentation du DU**

La demande de création de DU concerne la pérennisation d’une initiative lancée par l’Institut National de l’Audiovisuel (INA) en 2012, transformée en summer school en 2019 avec le soutien d’UCA (et un financement IDEX). La summer school initiale est une formation d’une semaine à forte dimension professionnalisante pour former au métier de *showrunner* [« personne responsable du suivi quotidien sur

une émission ou une série télévisée », dixit Wikipédia], et se déroulera à partir de l'été 2020 sur le campus Cannois de la Bastide Rouge.

L'objectif de la demande de création est de sanctionner cette semaine de formation par le remise d'un DU.

## 2) Avis global

**Sur le contenu de la formation**, j'aurai un avis *a priori* favorable sur sa pertinence, bien que n'étant absolument pas familier de ces métiers.

**Sur la forme de la demande**, je serai beaucoup plus critique, dans la mesure où il manque au dossier (sauf erreur de ma part) le devis pour les interventions des professionnels de l'INA facturé 20980 euros (la quasi-totalité du coût de la formation). Par ailleurs, l'annexe financière est assez obscure avec notamment une tarification des droits d'inscription non justifiée, et plusieurs incohérences entre le fichier Excel de l'annexe financière et le document « Fiche de vie ». D'autres problèmes se rajoutent, par exemple l'insuffisance des MCC (avec une seule note, alors que la formation est annoncée en CCI).

**Sur la démarche globale**, la demande se justifie pleinement d'un point de vue stratégique pour UCA (avec la poursuite d'un soutien IDEX et un ancrage territorial fort avec un partenariat avec la Mairie de Cannes), mais je trouve néanmoins un peu léger de délivrer un DU pour le suivi d'une seule UE – je ne sais pas si le statut de « DU-summer school » (explicitement annoncé dans le projet) est possible/acceptable. Il n'est par ailleurs pas clair quelle serait la valeur ajoutée de délivrer un DU pour une summer school d'une semaine (assurée principalement par des intervenants extérieurs et non des universitaires). De nombreuses summer schools survivent parfaitement sans nécessiter de délivrer un diplôme – ou alors il conviendrait d'argumenter en quoi délivrer un DU permettrait d'augmenter significativement les inscriptions à la summer school (notamment de professionnels).

**En résumé, j'émet un avis défavorable du fait (i) des insuffisances du projet financier, (ii) du manque de clarté quand au public visé, (iii) de l'inadéquation des MCC.**

## 3) Argumentaire détaillé

### • Pertinence de la formation

La formation est *a priori* la seule en France offrant une visée fortement professionnalisante, et est dans la continuité d'une collaboration avec l'INA et déjà soutenue par l>IDEX lors de la création en 2019 de la summer school internationale. La transformation en DU à partir de la seconde édition en 2020 semble avoir été annoncé lors de la collaboration initiée avec l'INA en 2019, et permettra de sanctionner la participation d'un diplôme universitaire. La formation se déroulera sur le campus de Cannes, et est censé constituer un bénéfice « pour toutes les structures internes à l'EUR CREATES ». Bien que je vois l'intérêt de poursuivre le soutien à la summer school, il n'est pas vraiment expliqué en quoi « toutes » les composantes de CREATES bénéficierait du DU – hormis l'ERACM qui est à proximité géographique.

- **Modalités de formation**

Les intitulés des cours et contenu de la formation au cours des 5 jours de formation semble *a priori* cohérent avec l'objectif de formation (mais je ne suis pas du tout familier avec ces sujets)

- **MCC**

Les MCC sont très sommaires (CCI), avec la remise d'une « bible » évaluée par un jury composé de deux professionnels et deux universitaires.

**En l'état actuel, les étudiants ne disposeraient que d'une note, ce qui est insuffisant pour établir une notation en contrôle continu.**

- **Equipe pédagogique**

L'équipe pédagogique est composée de deux EC titulaires et d'intervenants extérieurs de l'INA (dont la sélection est coordonnée par les deux EC d'UCA et des responsables de l'INA). La composition entre EC et professionnels semblent adaptés du fait de l'objectif professionnalisant de la formation.

La répartition de la formation est en revanche très déséquilibrée : chacun des EC assure 4h eqTD, et les intervenants extérieurs ont 52.5h eqTD de prévues. De façon générale, la charge d'enseignement annoncée dans le projet est incohérente : « 35h » annoncée dans la fiche de vie ; « 40h CM » dans l'annexe maquette (ce qui laisse seulement 52h eqTD et non 52.5h eqTD pour les extérieurs par ailleurs, en déduisant les 8h eqTD des EC).

- **Autres indicateurs**

Au-delà des professionnels du secteur pour qui la formation serait adaptée, la formation est censée s'adresser aux « EC UCA, futurs responsables des formations, étudiants internationaux [niveau master] ». Or, les principales ressources financières en termes de droits d'inscription viennent des « étudiants UCA » dans l'annexe financière (qui ne sont par ailleurs pas listés comme public potentiel dans la fiche de vie !)

- **Equilibre du budget**

La partie financière de la demande est assez obscure et justifie *a minima* des demandes d'éclaircissements substantiels de la part des porteurs de la demande avant toute validation par le CAC.

Tout d'abord, la principale dépense budgétée (20980 euros pour le « forfait INA ») n'est pas accompagnée de devis. Si on suppose que ces heures doivent servir uniquement à payer les heures de vacation des

intervenants INA, cela donnerait près **de 400 euros / h eqTD**. J'espère donc que d'autres prestations sont prévues dans le « forfait INA » !

Deuxième point problématique : le budget tel qu'annoncé (22000 euros de dépenses, principalement pour l'INA ; 10500 euros de subventions ; et 22800 de droits d'inscription) est excédentaire de 11000 euros (soit 50% de plus que le total des dépenses).

Troisième point problématique : il est proposé une distinction entre droits « tarif plein étudiant UCA », « tarif plein », et « tarif FC », sans aucune justification de cette différenciation, ni du calcul de répartition des montants (les étudiants UCA paient 1400, les non UCA 1600, les FC 2500 ; pourquoi pas une différence plus significative ?)